

L'école bat la campagne

Professeurs, élèves et parents poursuivent leurs actions contre les suppressions de postes et les baisses de moyens.

Par **YÉRONIQUE SOULÉ**
Photos **JEAN-MICHEL SICOT**

Dans la Nièvre et dans la Sarthe, parents et enseignants se retrouvent autour de soupes géantes. A Marseille, on a organisé une descente aux flambeaux de la Canebière pour défendre les Rased, ces enseignants de primaire spécialisés dans la difficulté scolaire. Ailleurs, plus classiquement, on organise des nuits des écoles ou des occupations bon enfant. A force de suppressions de postes et de fermetures de classes, Nicolas Sarkozy aura réussi au moins une chose : renforcer l'attachement des Français à leur école, qui apparaît fragilisée à l'issue du quinquennat.

« Nous nous demandions si, après les grands mouvements de 2011, la mobilisation allait prendre encore cette année, à l'approche des élections et alors que l'on prévoit moins de fermetures de classes que l'an dernier, explique Sébastien Sihra, secrétaire général du Snuipp, le principal syndicat du primaire. Or, la mobilisation se poursuit. En fait, tout se passe comme si, au fil de ces années, des liens forts s'étaient créés entre les parents et les enseignants autour de la défense de l'école. »

MATERNELLE. Il faut dire que, dès le début du quinquennat, l'école, plus encore que le collège ou le lycée, a été durement traitée. Xavier Darcos, le premier ministre de l'Education de Sarkozy, pratique l'attaque frontale. Il dénonce les mauvais résultats des élèves français à la fin du primaire – ce que personne ne conteste sur le fond – et met en cause implicitement les enseignants. Signe de l'estime dans laquelle il les tient, le ministre, lui-

même agrégé de lettres classiques, se moque de ces enseignants de maternelle qui passent leurs journées « à changer des couches ».

Aux dires de Nicolas Sarkozy pourtant, l'école primaire doit être une priorité, car trop d'élèves en sortent sans maîtriser les apprentissages de base, trainant leur échec scolaire tout au long du collège. Mais, dans les faits, la rue de Grenelle ne s'y intéresse pas vraiment. Les programmes modifiés devront suffire à redresser la barre. Le ministre qui suit, Luc Chatel, débarque à l'Education. Il se montre très soucieux d'annonces et d'opérations de communication. Loïn des coups de gueule de Darcos, il reçoit aimablement les syndicats. Mais il continue imperturbable les suppressions de postes massives.

CŒUR. Les 1500 fermetures de classes ont sans doute marqué un tournant dans l'opinion. Bien davantage que les suppressions de postes dans le secondaire, plus abstraites, elles touchent les parents pour qui l'école primaire apparaît plus proche, comme un bien commun que l'on partage avec ses voisins. Ceci explique qu'après une si longue absence l'école primaire soit revenue au cœur des préoccupations, notamment des candidats à la présidentielle. ♦

Mobilisation hier au lycée Jean-Macé de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Enseignants et élèves protestent contre la réduction annoncée des heures de cours l'an prochain – correspondant à sept postes et demi – et s'inquiètent du climat dégradé dans l'établissement.



RÉSEAUX D'AIDES AUX ENFANTS EN DIFFICULTÉ

Coup de gomme sur les Rased

Les enseignants travaillant dans le cadre des Rased (Réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté) sont les grands sacrifiés de la nouvelle vague de suppressions de postes. Sur un total de 12000, 2500 postes devraient disparaître à la rentrée, selon une estimation du SNUipp, le principal syndicat du primaire. Alors que le ministre de l'Éducation, Luc Chatel, ne jure plus que par «l'individualisation des parcours» et par le «sur-mesure», l'extinction progressive des Rased, dont le nombre diminue chaque année pour satisfaire à la «règle du 1 sur 2» (le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux), peut surprendre. Les Rased – qui comptent des «maîtres E», spécialisés dans la pédagogie, des «maîtres G» ou rééducateurs, et des psychologues – sont en effet des profs spécialisés dans le traitement de la difficulté scolaire. En réalité, il s'agit de décisions qui obéissent à une logique purement comptable. Chaque rectorat doit trouver tant de postes à économi-

ser. Pour y arriver, les inspecteurs d'académie cherchent ce qui sera le moins dommageable et le moins visible, Nicolas Sarkozy ayant promis qu'il n'y aurait cette année pas plus de fermetures de classes que d'ouvertures. De ce fait, ce sont les postes «hors la classe» qui sont ciblés: les Rased d'abord, mais aussi les remplaçants et les intervenants en langues étrangères, alors que Luc Chatel veut faire apprendre l'anglais aux enfants dès la maternelle...

Pour le ministère, les deux heures hebdomadaires d'«aide personnalisée» – qui regroupent souvent toute la classe – et les stages de remise à niveau pendant les vacances remplacent les Rased. Mais cela ne convainc guère. Un peu partout en France, les Rased se mobilisent en gilets jaune fluo et sont soutenus par les parents. Si l'on considère qu'en moyenne les maîtres E – les premiers visés par les coupes – prennent en charge 50 élèves, 125 000 enfants se retrouveront privés d'accompagnement à la rentrée.

LYCÉES PROFESSIONNELS

Chez les pros, la place est chère

Avec 3500 suppressions de poste sur les 6500 prévues dans le secondaire, les professeurs de lycées professionnels seront encore durement touchés à la rentrée 2012. En trois ans, ils auront perdu 8000 postes sur un total de 60000 enseignants. Et les syndicats craignent que l'hémorragie se poursuive avec la volonté du gouvernement de développer à tout prix l'apprentissage au détriment de l'enseignement scolaire. La saignée de la voie pro, qui scolarise un tiers des lycéens, s'explique d'abord de façon mécanique. Dans le cadre de la réforme mise en place en 2009, le cursus préparant au bac pro est en effet passé de quatre ans à trois ans, comme dans les voies générale et technologique. Du fait de la suppression d'une année de scolarité, les effectifs d'élèves en lycée pro ont chuté – 33000 de moins sont prévus l'an prochain –, il faut donc moins de profs.

«Mais à cela s'ajoute un autre effet», explique Jérôme Dammercy, secrétaire général du Snuép-FSU (le troisième syndicat des profs de

lycée pro), le ministère refuse aujourd'hui d'ouvrir des formations pourtant très demandées, comme l'hôtellerie, le bâtiment ou les services à la personne, et il en ferme un grand nombre, notamment dans l'industrie, car il préfère qu'elles soient ouvertes en apprentissage.» L'avantage financier est clair: les formations en CFA sont financées par la taxe d'apprentissage et par les régions, tandis que celles sous statut scolaire le sont par l'Etat. Les syndicats dénoncent ainsi une «politique de casse de l'enseignement professionnel».

Le mécontentement gronde dans les lycées pros qui apprennent ces jours-ci leurs «dotations horaires globales» (leur nombre de postes) pour la rentrée. Au lycée Bartholdi de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), il n'y aura plus que 18 places en terminale CAP menuiserie alors qu'en première année, ils sont 27 élèves aujourd'hui. «Comment le recteur va-t-il sélectionner les menuisiers dignes de continuer en terminale?» protestent les enseignants dans un communiqué.

ÉCOLES PRIMAIRES

Remplaçants: la coupe déborde

Après quatre ans de coupes successives, il n'y a plus beaucoup de «marges d'efficacité» permettant de supprimer des postes sans que cela se sente. Pour tenir leurs objectifs chiffrés, les rectorats doivent donc couper dans le vif. Dans le primaire, pour ne pas fermer trop de classes, les enseignants sans affectation sont désormais en première ligne, y compris les remplaçants. Un millier d'entre eux devraient encore disparaître à la rentrée. Or, le sujet est devenu particulièrement sensible. Pour les parents d'élèves, les enseignants non rem-

placés et les journées de cours perdues par leurs enfants sont devenus le symbole d'une école qui n'assure plus son rôle de service public. L'an dernier, selon le ministère, quelque 500000 journées ont été perdues à cause de profs non remplacés. Et la situation risque d'empirer l'an prochain. Pourtant, le ministre affiche, lui, d'excellents «taux de remplacement». Mais lors des pics saisonniers d'absence, ce taux, bien trop global, ne tient plus et les remplaçants manquent. Récemment, le maire PS d'Asnières (Hauts-de-Seine) a dû faire classe en CP.

EN ZONES RURALES

Qui va à la chasse perd sa classe

Comme beaucoup de petites communes aujourd'hui, Brénod, village de 550 habitants dans l'Ain, se bat pour son école. L'inspection académique veut fermer l'une des trois classes à la rentrée. Motif: il manque un élève. Soutenus par la maire, les habitants ne sont pas d'accord. Leur commune se trouvant en Zone rurale à revitaliser (ZRR), les enfants de 2 ans sont traditionnellement accueillis à l'école. Mais l'inspecteur refuse de les prendre en compte pour la rentrée. Or, avec eux, il faudrait maintenir la

troisième classe. Blocages, pétitions, «occupations» de la classe avec des peluches, etc. Brénod n'est pas près de lâcher.

L'an dernier, devant la colère des maires, Nicolas Sarkozy avait fini par annoncer que, cette année, l'école primaire serait «sanctuarisée», c'est-à-dire que le solde entre ouvertures et fermetures de classes serait nul. Mais à force de rogner, de nombreuses petites écoles rurales n'ayant plus qu'une classe ou deux vont disparaître et rejoindre des regroupements scolaires, de gré ou de force.

ÉTABLISSEMENTS DIFFICILES

Les ZEP perdent tous leurs moyens

À Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), le collège Edouard-Manet, situé en zone d'éducation prioritaire et en zone de prévention violence, a déjà vu disparaître ces dernières années nombre de dispositifs en faveur des élèves en difficulté: une classe de quatrième «aide et soutien» en 2011, une option sportive et une autre d'initiation aux langues en 2010, des demi-groupes dans les matières scientifiques et techniques en 2009... Aussi, lorsqu'en janvier l'inspection académique a annoncé que le collège aurait 33 heures d'enseignement

en moins par semaine à la rentrée 2012, enseignants et parents se sont aussitôt mobilisés. Cela signifierait notamment des effectifs passant de 22 à 29 élèves en sixième avec la suppression d'une classe, alors que beaucoup d'enfants sont déjà en difficulté.

Le ministère se félicite de mieux cibler ses aides aux établissements en difficulté grâce au dispositif Eclair. Mais il ne concerne que les 300 collèges et lycées les plus durs. Tous les autres établissements ZEP «ordinaires» voient leurs moyens supplémentaires grignotés chaque année.